

LEGATION DE SUISSE

EN

ARGENTINE

P. VII.-2- IV.sp.

BUENOS AIRES, le 8 février 1946.

URUGUAY 740 - U. T. 44 - 0077

Les élections argentines du 24 février 1946.



H. 21.31. Buenos Aires

22. Feb. 1946

Monsieur le Conseiller Fédéral,

L'Ambassadeur d'une des grandes Puissances européennes a prié récemment ses collègues des autres capitales sud-américaines de le renseigner sur ce que les Ambassadeurs de ces pays accrédités à Buenos Aires ont rapporté à leurs Gouvernements au sujet des prochaines élections présidentielles en Argentine. Il ressort des réponses reçues que tous les Chefs de Missions résidant dans ce pays ont exprimé la conviction que ce serait le Colonel Perón qui gagnerait les élections. Quoique de nombreuses personnes continuent à penser de la sorte, il est possible que ces diplomates soient à l'heure actuelle moins certains de l'exactitude de leurs pronostics car le candidat du parti laboriste a perdu beaucoup de terrain depuis une quinzaine de jours.

Vous vous rappellerez que ce fut lors d'un dîner offert aux officiers supérieurs des forces armées à l'occasion de la Fête Nationale du 9 juillet dernier que le Président Farrell annonça, en vue de tranquilliser l'opinion publique, que le peuple serait convoqué à des élections avant la fin de l'année. Le Colonel Perón, qui était le véritable chef du Gouvernement à ce moment, essaya au début de diminuer la portée de cette déclaration considérée comme quelque peu imprudente par les partisans du régime actuel, mais le Gouvernement ne put à la longue résister à la pression qui était exercée sur lui de tous les côtés et il dut, par décret du 1er décembre 1945, fixer la date des élections au 24 février 1946.

Des treize partis existant en Argentine, cinq seulement possèdent une certaine influence. Le grand parti radical, dont on prévoit qu'il réunira environ 50% des votes anti-peronnistes, a formé une Union démocratique avec les partis socialiste et communiste. Le parti conservateur, de son côté, ne voulant pas s'associer au parti communiste, laisse à ses membres la liberté de vote; ceux-ci accorderont néanmoins leurs voix au candidat présidentiel de l'Union démocratique, le radical Tamborini, et au candidat à la Vice-Présidence, Mosca. M. Tamborini est un ancien médecin et n'était guère connu jusqu'à maintenant du grand public; depuis la fermeture par le Gouvernement révolution-

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .

21. Feb. 1946

./2

Dodis



naire du Congrès où il siégeait comme sénateur de la Capitale, il gagna assez modestement sa vie en s'occupant de la traduction de livres italiens. Le Docteur Mosca, de son côté, est un des grands avocats de Buenos Aires et n'a fait que peu de politique jusqu'à présent. La candidature de ces deux personnalités radicales est soutenue par toutes les personnes qui sont opposées au Colonel Perón, tandis que celui-ci réunira les votes de tous ceux qui sont pour une raison ou pour une autre mécontents de leur sort.

La propagande est des deux côtés pour ainsi dire inexistante et les moyens employés sont plutôt primitifs; ils consistent en général à lapider, mitrailler et incendier les moyens de transport dont se servent les candidats pour parcourir le pays. La propagande a peut-être été considérée comme superflue par les partis, car les mesures démagogiques prises par le Gouvernement en faveur des ouvriers, par exemple la création d'une législation ~~novale~~ qui n'a pas sa pareille en Suisse et comme contrepartie l'imposition de charges sans précédent au détriment des employeurs, ont eu pour résultat de déterminer depuis longtemps la position des votants qui ne peuvent être que violemment pour ou contre le Colonel Perón. Les deux candidats à la Présidence se sont donc bornés à faire une tournée de propagande dans les provinces de l'intérieur (il est à ce propos intéressant de constater que seuls les habitants de celles-ci et de la Capitale fédérale ont le droit de vote. Les élections n'auront pas lieu dans les territoires fédéraux tels que Santa Cruz, Chubut, Rio Negro, La Pampa, Misiones etc., qui n'ont pas le rang de provinces).

Si l'on était jusqu'il y a peu de temps unanime à n'accorder que peu de chances au candidat démocratique à la Présidence, c'est que personne ne croyait sérieusement que les élections, si vraiment elles avaient lieu, seraient libres et loyales.

Le Ministre des Affaires étrangères convoqua hier les Chefs des Missions accréditées à Buenos Aires afin de leur donner un exposé détaillé sur l'organisation des élections, exposé qui fut suivi d'un discours du Commandant en chef de l'Armée, le Général von der Becke. Afin de comprendre cette manière de procéder inusitée et plutôt ingénue, il faut se rappeler que l'Argentine n'a jamais vu des élections propres. Il ressort des explications données que le Gouvernement a pris des mesures en vue d'écartier l'emploi des 64 moyens frauduleux utilisés jusqu'à présent en Argentine et qui vont de la plus ou moins innocente pression jusqu'à la mise à mort de l'électeur.

De cette réunion intéressante il ressort premièrement que, contrairement aux rumeurs qui circulaient, les élections auront vraiment lieu à la date fixée. Les représen-

- 3 -

tants des pays étrangers ont en second lieu pu se convaincre que toutes les mesures ont été prises par l'Armée pour assurer le libre exercice du droit de vote et un contrôle scrupuleux des résultats. Les élections auront lieu sous la garde de l'Armée et il semble que le Gouvernement se soit résigné à respecter la volonté du peuple, chose sensationnelle en Amérique du Sud, mais paraissant indispensable au rétablissement des bons rapports avec les Etats-Unis.

Il est enfin intéressant de constater que le Général von der Becke releva dans son discours que l'Armée assumerait non seulement la garantie des élections mais qu'elle en respecterait les résultats; "l'Armée présentera les armes à celui des candidats qui sera élu" et cette affirmation du Commandant en chef de l'Armée apporta un démenti aux rumeurs selon lesquelles l'Armée se souleverait au cas d'une victoire du Colonel Perón, dont les agissements ont tant contribué à la discréditer.

La liberté des élections étant assurée, je prévois - sans toutefois vouloir m'engager trop loin - que le candidat de l'Union démocratique sera élu par une majorité considérable. Les "travailleurs" véritablement insatisfaits - les descamisados et sudorosos, comme ils se plaisent à être désignés - ne sont pas aussi nombreux qu'on pourrait le penser dans ce pays si riche et leur force réside plutôt dans leur détermination brutale d'obtenir l'élection de leur candidat que dans le nombre de leurs votes. C'est ce dernier point qui risque d'amener encore une solution imprévue. Il n'est pas exclu que le Colonel Perón ne veuille pas courir le risque d'être battu aux élections et qu'il essaie de prendre le pouvoir par la force avant ou tôt après les élections. Le moment pour une solution de ce genre serait particulièrement favorable lors des élections, l'Armée et la Marine étant dispersées dans tout le pays pour assurer le contrôle et la garde des 15'000 urnes.

J'ajoute que nous pouvons du point de vue suisse attendre avec sérénité le résultat des élections, aucune des deux solutions possibles ne pouvant affecter sérieusement nos intérêts dans ce pays. Si le retour de l'Argentine à la démocratie est plus en conformité avec nos aspirations et notre idéal, il convient par ailleurs de se rappeler que le Colonel Perón s'est toujours montré particulièrement bien disposé à l'égard de la Suisse et que dans le domaine commercial nous n'aurions rien à gagner d'une réconciliation entre une Argentine démocratisée et les Etats-Unis.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.:

D. Forcart